

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Conformément à l'article 46 du Règlement intérieur provisoire (Doc. T/4) toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL DE TUTELLE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA VINGT ET UNIEME SEANCE

tenue à Lake Success, le mardi 22 avril 1947

à 14 heures.

PRESIDENT : M. Francis B. SAYRE (Etats-Unis)

Examen d'une pétition relative aux Samoa occidentales (Doc.T/PET.1/1)

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous allons d'abord envisager la pétition relative aux Samoa occidentales que vous avez sous les yeux dans le document T/PET.1/1 du 26 février 1947. Elle nous a été transmise, de Wellington, par M. Fraser, Ministre des Affaires étrangères de Nouvelle-Zélande, accompagnée d'une lettre en date du 24 janvier 1947. La requête contenue à la page 4 termine la pétition, et je vais vous en donner lecture :

- " 1.- Nous sollicitons humblement l'octroi de l'autonomie aux Samoa.
- 2.- Nous prions instamment la Nouvelle-Zélande de consentir à agir en qualité de protecteur et de conseiller des Samoa, comme fait la Grande Bretagne pour les Tonga.
- 3.- Nous faisons des vœux sincères pour que la division artificielle des Samoa, établie dans le passé par les trois Puissances, sans le consentement des Samoans, soit suspendue en attendant que l'on puisse organiser une réunion entre les Samoa orientales et les Samoa occidentales."

Le Conseil, sans doute, ne verra pas la nécessité de renvoyer cette pétition devant le Comité ad hoc, étant donné la perte de temps qui en résulterait. Nous pourrions, s'il n'y a pas d'objections, examiner ce document immédiatement.

D'autre part, en vertu de l'article 11, paragraphe 4 de notre Règlement intérieur, les pétitions peuvent être examinées, plus ou moins sommairement, avec l'assentiment de la Puissance chargée de l'administration. J'ai consulté Sir Carl Berendsen à cet égard et il est parfaitement d'accord. Nous pouvons donc procéder à l'étude du document.

De plus, en vertu de l'article 87 de la Charte, le Conseil de tutelle, agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, peut accepter les pétitions et les examiner en consultation avec la Puissance chargée de l'administration. Aussi, vais-je demander à Sir Carl Berendsen s'il est disposé à faire une déclaration au sujet de cette pétition, ou s'il préfère désigner un représentant spécial à cet effet.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) :
Je désire soumettre au Conseil de tutelle les propositions du Gouvernement néo-zélandais. Je considère que la désignation d'un représentant spécial n'est pas nécessaire, à l'heure actuelle, et je suis prêt à présenter ces propositions moi-même.

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous en sommes très heureux et je vous donne la parole.

Sir CARL BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Je crois utile de donner quelques explications sur la pétition que le Secrétariat a portée à votre connaissance sous la forme d'un fac-simile. Le document dont il s'agit porte le numéro T/PET/1/1.

Un certain nombre de signatures sont reproduites en fac-simile à la page 5, accompagnées de quelques mots dans la belle langue samoane. Les trois premières signatures qui apparaissent au haut de la page sont celles de Fautuas. Les Fautuas sont les chefs des trois principales familles à Samoa occidental. En cette qualité, et en raison de leur compétence particulière, ils sont les conseillers officiels de l'administration du Samoa occidental, et sont les seules personnes agissant en cette qualité. Les noms de ces trois familles sont anciens et très connus; on les trouve mentionnés dans les oeuvres de Stevenson. Ce sont : Tamasere, Mathefa et Maliitua.

Ensuite, viennent les signatures de trois membres du Conseil législatif; puis, celle d'un juge.

A la page 6 du document dont il s'agit, on trouve les signatures des Faipulés, des Sui et le mot Nu'u.

Les Faipule sont - je ne veux pas dire les "indigènes" parce que je n'aime pas ce mot - les membres du Conseil consultatif samoan.

Les Sui sont les représentants du Conseil des notables.

Les Nu'u sont des villages, en langue samoane.

En ce qui concerne la substance même de la pétition, j'attire votre attention sur le fait qu'elle a un caractère tout à fait inaccoutumé : elle n'émane pas d'un individu ou d'un groupe d'individus, mais bien du Conseil consultatif du Samoa occidental. Il s'agit donc là d'un document qui doit faire autorité puisqu'il émane d'un corps constitué.

Cette pétition ne demande pas au Conseil de tutelle d'examiner tel ou tel grief individuel ou collectif; elle pose la question de savoir si la tutelle sur le Samoa occidental doit continuer d'exister ou non.

La pétition dont vous êtes saisis est donc tout à fait unique en son genre; c'est une pétition sui generis; elle ne doit pas être considérée comme constituant un précédent pour l'examen de toute autre.

Je voudrais maintenant présenter les vues du Gouvernement néo-zélandais sur la manière dont la question devrait être traitée par le Conseil de tutelle.

Il me semble que, pour tous les membres de ce Conseil, il doit être clair dès maintenant que les mérites mêmes de la pétition ne peuvent être discutés aujourd'hui même. Celle-ci revêt une importance telle qu'elle devrait être examinée avec une très grande attention et dans tous ses détails. Je crois qu'avant tout le Conseil de tutelle devrait éviter de prendre une décision hâtive risquant ainsi de se fonder sur une erreur. La question que soulève cette pétition est, dans le domaine pratique, la première qui se pose au Conseil de tutelle. Nous croyons donc qu'il importe de ne pas se hâter, mais qu'il faut, au contraire, prendre une décision après mûre réflexion, dût-il en résulter quelque lenteur.

Le Gouvernement néo-zélandais estime qu'une décision au sujet de cette pétition ne peut être prise avant d'avoir mené sur place une enquête. Je pense même que le Conseil de tutelle ne devrait exprimer aucune opinion avant que cette enquête ait été effectuée.

Le Gouvernement néo-zélandais serait heureux de recevoir, aussitôt que possible, cette année encore, une visite des représentants du Conseil de tutelle. Il estime qu'il serait extrêmement important que

cette visite fût assez longue afin que les membres de la mission pussent se livrer à une étude approfondie. Il conviendrait que ceux-ci fussent des experts en matière d'administration coloniale.

Ici je voudrais ouvrir une parenthèse. Je me rappelle avec plaisir les commentaires si spirituels qui ont été faits par notre collègue de l'Irak en ce qui concerne les experts en général. J'ai toujours prisé les remarques de notre collègue, à ce sujet; mais j'ai été réellement frappé lorsqu'il a dit, avec une certaine résignation qui donne d'ailleurs une idée des vues qu'il peut avoir sur la nature du travail des experts, que cela pourrait nous intéresser. En ce qui me concerne, j'ai effectivement été vivement intéressé. Et si je reviens aujourd'hui sur ce point, c'est uniquement pour préciser certaines idées que le représentant de l'Irak ou d'autres délégués siégeant à ce Conseil pourraient avoir sur les experts en général.

J'ai dit que, pour la visite dont il s'agit, il serait bon que la mission comprît des experts, et que ceux-ci fussent les personnes les plus compétentes possible. Les personnes les plus compétentes sont celles qui ont une expérience pratique en matière d'administration coloniale, d'administration sur place. Je voudrais citer un exemple à cet égard. Je suis considéré comme une "personne qualifiée" aux termes de la Charte. Il en est ainsi puisque je suis présent à cette table. Mais, au sens que j'ai défini ci-dessus, je ne suis pas un "expert". En effet, je n'ai pas traité sur place les questions coloniales; je n'ai fait que les traiter avec des personnes qui, elles, les ont étudiées sur place.

Le Conseil de tutelle doit donc choisir des personnes compétentes et expérimentées en administration coloniale.

Deux conditions doivent être remplies pour permettre à cette mission d'être efficace : la première, c'est qu'elle soit composée d'hommes ou même de femmes qui resteront assez longtemps dans le territoire pour pouvoir se livrer à un examen réellement approfondi ; je sais que certaines personnes ne sont restées qu'une semaine ou deux dans le Samoa occidental et ont écrit un livre. Ce n'est évidemment pas ce que nous désirons ; le Samoa occidental est une petite communauté peut-être, mais ses problèmes sont importants et compliqués ; ils nécessitent des enquêtes aussi sérieuses que possible.

En outre, étant donné la nature de la pétition du Samoa occidental, nous désirons que la visite qui sera faite dans ce pays, n'entre pas dans la catégorie des "visites périodiques" prévues par l'article 87 de la Charte, mais qu'elle soit considérée comme une visite spéciale. Si toutefois le Conseil de tutelle se ralliait à l'opinion contraire et estimait que cette première visite devait, conformément à l'article 87 de la Charte, avoir un caractère périodique, nous ne souleverions aucune objection à cette décision, pour autant bien entendu que les deux conditions que j'ai soulignées soient respectées. Nous voudrions également que cette visite eût lieu assez rapidement et nous serions reconnaissant au Conseil de tutelle d'accepter ce point de vue, si il estime qu'une telle visite est conforme aux dispositions de la Charte.

Le but de la visite est évidemment de donner au Conseil de tutelle la possibilité de connaître tout le pays ; il est bien entendu que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande n'abandonne nullement les responsabilités qu'il détient actuellement ; il ne demande pas de les partager, ni de transférer les droits qu'il détient dans ce territoire.

Ce que mon Gouvernement demande, c'est la constitution d'un organisme dont la mission serait d'examiner les faits de la façon la plus

complète ; cet organisme devrait être composé des experts les plus compétents qu'il soit possible de trouver.

Nous pouvons vous assurer que cette mission pourra compter sur la collaboration entière du Gouvernement néo-Zélandais, des fonctionnaires chargés de l'administration du territoire, et de l'administration locale.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Au nom du Conseil de tutelle, j'exprime notre appréciation à Sir Carl Berendsen pour sa déclaration extrêmement claire et très intéressante, concernant la pétition du Samoa occidental.

Nous pouvons maintenant ouvrir la discussion et permettre aux membres du Conseil de tutelle de discuter à la fois cette pétition et la déclaration de Sir Carl Berendsen.

M. MAKIN (Australie) (interprétation) : Je peux exprimer ici toute la satisfaction que j'ai ressentie en écoutant l'exposé du représentant de l'autorité chargée de l'administration, satisfaction semblable à celle qui avait suivi la déclaration faite hier par le délégué du Royaume-Uni.

La pétition envoyée par les représentants des habitants du Samoa occidental et qui fût présentée par le délégué de la Nouvelle-Zélande pose des questions d'une importance capitale résultant de la demande d'indépendance du Samoa occidental.

Ce problème soulèvera de grandes difficultés en ce qui concerne le développement économique, social et culturel de ces régions, et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a été fort sage en consultant le Conseil de tutelle.

L'Australie a une grande expérience des problèmes dans ces régions du globe et il les a résolus bien souvent en collaboration avec le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

A l'heure actuelle, mon Gouvernement ne possède pas des informations suffisantes pour pouvoir prendre une décision au sujet de cette pétition. La procédure la plus logique et la plus raisonnable à suivre consisterait, à mon avis, à envoyer une mission d'enquête composée de membres du Conseil qui, avec l'aide et l'appui de l'autorité chargée de l'Administration, pourrait procéder à des études dans les territoires mentionnés.

Ce serait le seul moyen permettant au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande de prendre des décisions avec l'avis du Conseil de tutelle.

Cette pétition soulève deux problèmes importants : en premier lieu, il s'agit de ne pas retarder l'envoi de cette mission. C'est une question urgente et grave que le Conseil de tutelle n'a pas le droit

d'ajourner sous prétexte que son organisation n'est pas tout à fait au point. J'approuve la demande de Sir Carl Berendsen tendant à envoyer cette année même une mission d'enquête. Tout retard risquerait d'être extrêmement dangereux.

Le second problème concerne les personnes qui seront choisies pour faire partie de cette mission. Il est essentiel que ces envoyés aient une grande expérience et de nombreuses connaissances, car il y a lieu de faire une enquête très approfondie sur la situation des habitants du Samoa occidental. Il faut également qu'ils puissent rester suffisamment longtemps sur le territoire pour pouvoir procéder à une étude générale et complète.

Je tiens à exprimer l'intérêt de mon Gouvernement pour tout ce qui concerne cette situation. Mon pays, situé également dans le Pacifique sud, est très préoccupé par le bien-être des peuples de ces régions et par leur développement progressif en vue d'aboutir à un gouvernement autonome.

Cette préoccupation, que partagent certainement tous les membres du Conseil, doit nous pousser à examiner cette question par tous les moyens en notre pouvoir. L'Australie tient à se déclarer d'accord sur la proposition du représentant de la Nouvelle-Zélande.

Je n'ai pas d'avis personnel à formuler sur la question de savoir s'il doit s'agir d'une mission spéciale/à envoyer à la requête de l'autorité chargée de l'administration ou d'une visite périodique ordonnée par le Conseil. Dans ce dernier cas, il conviendrait de veiller à ce que soient respectées les deux conditions que j'ai précisées tout à l'heure, à savoir que cette mission doit comprendre des experts et qu'elle doit être envoyée sur place sans délai.

L'Australie acceptera toute solution raisonnable qui sera proposée. Elle assure le Conseil de tout son appui et de toute sa collaboration dans ce domaine.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'aurais dû demander la parole avant l'exposé du délégué de la Nouvelle-Zélande, puisqu'il s'agit d'une question préalable.

Je lis dans le texte anglais, au troisième alinéa de la dernière page de la pétition/ les mots : "be left in abeyance", ce qui est traduit en français par l'expression "soit suspendue". Je désirerais savoir si cette traduction est bien exacte. En français, en effet, dire que la division doit être suspendue signifie qu'en attendant qu'une réunion puisse avoir lieu entre le Samoa oriental et le Samoa occidental, cette division doit provisoirement cesser, tandis que, sauf erreur, les termes "in abeyance" signifient que la question doit demeurer en suspens. Quelle est la traduction exacte ?

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Je n'ai pas d'autres informations sur cette question. Je suis parfaitement sûr que le véritable sens du texte anglais est le suivant : c'est que les Samoa désirent, avant que la réunion entre le Samoa oriental et le Samoa occidental puisse avoir lieu, que la question demeure en suspens. Cela me paraît parfaitement clair. Je crois, en effet, que ce que le Conseil de tutelle peut faire de mieux pour le moment est de laisser la chose en suspens.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Avant que Sir Carl Berendsen prenne la parole, je craignais qu'il ne dise quelque chose que je ne puisse accepter et c'est là une chose que je n'aime guère. Mais, ici, en principe, tout au moins, je peux être d'accord avec lui. D'une façon générale, l'attitude du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande est hautement louable. Le fait qu'une pétition comportant une demande d'autonomie soit présentée au Conseil de tutelle et que l'autorité chargée de l'administration donne son accord et demande elle-même l'envoi d'une mission pour enquête, me paraît admirable.

Quant à la question du retard dont parlait tout à l'heure le représentant de l'Australie, il me semble que c'est en effet une question capitale. Dans nos régions, nous savons, par une amère expérience, que la plupart des prétendus problèmes coloniaux auraient pu être réglés facilement si l'on avait simplement voulu les étudier immédiatement, mais on les a trop souvent négligés jusqu'au moment où ils devenaient des problèmes mondiaux. En tout cas, quelle que soit la solution adoptée ici pour résoudre la question qui nous occupe, il importe avant tout que des mesures soient prises immédiatement.

J'en viens maintenant à la commission d'enquête. En principe, le

représentant de la Nouvelle-Zélande a raison sur ce point et je suis d'accord avec lui. Il se rendra compte de l'effort que je fais lorsque je lui aurai dit que, dans nos régions, on a pris en horreur les commissions d'enquête, car l'expérience a démontré que les conclusions de certains experts n'étaient, en fait, que des déclarations politiques tandis que celles qui avaient une valeur n'ont, bien souvent, pas été prises en considération.

Où commence et où s'arrête la définition de l'expert ? Je ne le sais pas au juste. Sans doute, des avis de gens compétents sont et seront nécessaires en la matière, mais ici, plus encore que d'habitude, les frontières sont délicates à tracer, car nous ne sommes pas uniquement en présence d'études à faire concernant une administration coloniale ou l'administration d'un territoire sous tutelle. Avec un groupe du genre de celui qu'on envisage, c'est toute la question des droits de l'homme et de la nature humaine qui se pose. Par conséquent, il est difficile de dire où commence et où s'arrête, dans ce cas particulier, le domaine des experts. Je me demande si, dans ce groupe, le représentant de la Nouvelle-Zélande envisage la présence de membres ou de représentants du Conseil de tutelle assistés par un groupe d'experts, ou s'il désire voir se créer une commission mixte composée de représentants du Conseil de tutelle et d'experts. Je ne sais pas exactement à quoi m'en tenir sur ce point; je laisse au Conseil de tutelle le soin de le préciser. Je n'en dirai pas davantage pour l'instant, me réservant de revenir éventuellement plus tard sur ce point.

M. GARREAU (France) : Je m'associe pleinement aux félicitations qui ont été adressées par mes collègues au Gouvernement néo-zélandais pour la manière dont celui-ci a envisagé de recevoir la pétition de la population des Iles Samoa et de nous la transmettre avec son avis le plus favorable, en faisant des suggestions quant à la façon de donner le plus rapidement possible satisfaction à cette population.

Je pense en effet que le problème est fort important. Il pose un précédent qui sera du plus haut intérêt pour les travaux ultérieurs du Conseil de tutelle.

Je crois aussi que nous devons répondre le plus rapidement possible au désir exprimé par la population des Iles Samoa et par le Gouvernement néo-zélandais. Je partage, sur ce point, l'avis formulé par le délégué de l'Irak sur l'opportunité qu'il y aura, dans l'avenir, à agir avec toute la promptitude possible et à faire que les Commissions qui seront envoyées par nous puissent nous apporter des informations précises ; il sera tenu compte de celles-ci mieux que cela n'a été fait, dans le passé, à l'égard des travaux des très nombreuses Commissions.

Le délégué de la Nouvelle-Zélande a proposé d'envoyer le plus rapidement possible une Commission sur place. Il nous a dit que son Gouvernement envisageait, soit, de préférence, l'envoi d'une Commission spéciale, soit, si le Conseil l'estimait plus opportun, l'envoi aux Iles Samoa de la première de nos missions périodiques.

Je préférerais la seconde solution. Ce serait pour nous une manière d'inaugurer ce genre de travaux qui sont prévus par notre Règlement, c'est à dire de consacrer à l'examen de la question posée par la population des Iles Samoa notre première mission. Celle-ci pourrait d'ailleurs être immédiatement constituée ; elle se rendrait aux Iles Samoa dans cette période de l'année qui est la plus favorable, c'est à dire dès le mois de juin, puisqu'à partir du mois de novembre, l'hémisphère sud, à la saison humide, est beaucoup moins agréable pour une mission.

Si donc le délégué de la Nouvelle-Zélande était d'accord avec moi sur ce point, nous pourrions peut-être lui donner satisfaction en décidant d'envoyer rapidement la mission désirée ; celle-ci pourrait donc partir d'ici quelques semaines.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Je m'associe aux orateurs qui m'ont précédé en déclarant que nous apprécions beaucoup la façon claire et précise avec laquelle le Gouvernement néo-zélandais a placé cette question devant le Conseil de tutelle.

Nous croyons également que cette pétition doit être examinée rapidement et à fond.

La mission qui serait chargée de cet examen devrait rester assez longtemps dans les territoires en question pour pouvoir le faire sous tous les aspects. Même s'il n'y a pas accord sur la définition du mot "experts", il sera facile de constituer le personnel d'une mission afin que son travail soit réalisé de la façon la plus efficace.

Le travail de cette mission consistera en effet à rassembler les informations qui permettront plus tard au Conseil de tutelle de prendre une décision.

Le travail immédiat du Conseil de tutelle se limite à la constitution rapide d'une Commission et à son envoi sur place. Plus tard, il pourra, en examinant les résultats de la mission, faire des recommandations.

Le délégué des Etats-Unis est entièrement d'accord sur cette procédure.

M. LIU CHIEH (Chine) (interprétation) : Il est presque superflu que j'ajoute aux félicitations qui sont adressées ici pour la bonne présentation qui a été faite de la question par le représentant de la Nouvelle-Zélande. C'est un fait extrêmement important et plein de la plus haute signification pour la première session du Conseil de tutelle.

Celui-ci se voit soumettre le vœu librement exprimé d'une population qui demande quelque chose de si important que l'autonomie.

Je me rappelle la déclaration qui a été faite l'an dernier, par Sir Carl Berendsen, à la quatrième Commission de l'Assemblée générale, alors qu'il présentait à cette Commission le projet d'accord de tutelle sur ces territoires. Il nous a parlé des progrès rapides et remarquables qui ont été accomplis par les populations des Iles Samoa.

J'ai eu l'impression, en l'écoutant, que ces populations avaient atteint un degré très élevé de développement, tant en matière politique, qu'en matière sociale et culturelle et qu'elles étaient bien en avance sur les habitants des régions voisines.

Si les habitants du Samoa se sentent prêts, désormais, à assumer la lourde responsabilité de l'autonomie, c'est entièrement à l'honneur du Gouvernement néo-zélandais, de même lorsqu'ils manifestent le désir de conserver une étroite association avec la Nouvelle-Zélande.

Sir Carl Berendsen a invité le Conseil de tutelle à envoyer une Commission d'enquête sur place. Le Conseil ne doit pas décliner cette invitation. Je m'associe entièrement aux remarques présentées par le représentant de l'Australie au sujet de la composition de cette mission, ainsi que sur la rapidité avec laquelle il est nécessaire de procéder. Il serait très utile, aussi bien pour le Conseil tout entier que pour moi-même, que Sir Carl Berendsen voulût bien nous dire franchement l'opinion de son Gouvernement sur la question. Il nous serait précieux de savoir si, d'après le Gouvernement néo-zélandais, le moment est venu d'accorder l'autonomie à ces populations ou s'il est encore nécessaire d'attendre et de leur conserver le régime de tutelle, et cela pendant combien de temps. De même, nous désirerions connaître les mesures qui doivent être prises pour accélérer le processus. A dessein, sans doute, Sir Carl, dans son exposé si impartial et objectif, ne nous a donné aucune précision à ce sujet. Je crois cependant qu'une explication très franche, de sa part, aiderait beaucoup le Conseil.

M. IVOR THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation) : La question soulevée par la pétition relative aux Samoa occidentales est d'une nature tout à fait spéciale, car cette pétition est absolument différente de toutes les autres. En effet, elle ne porte pas sur les droits d'un territoire sous tutelle mais sur l'avenir de tout territoire sous tutelle. Le délégué de la Nouvelle-Zélande a fort bien

souligné le caractère unique de cette pétition, et il a parfaitement raison lorsqu'il nous dit qu'elle ne peut être étudiée que sur place. Aussi, je ne désire lui poser aucune question contrairement à ce que j'aurais fait s'il s'était agi de toute autre pétition. Ces questions devront être posées en Samoa occidentales.

Je voudrais toutefois présenter quelques remarques. Tout d'abord j'adresse des félicitations au Gouvernement néo-zélandais au sujet de son action en la matière. En effet, nous constatons que la pétition a pénétrée de l'affection que le peuple des Samoa occidentales éprouve pour l'autorité chargée de l'administration. A notre époque où l'on parle si facilement d'impérialisme, je ne puis que recommander aux critiques d'examiner les rapports existants entre les Samoa occidentales et la Nouvelle-Zélande. Je ne crois pas qu'ils accuseraient ce pays d'impérialisme.

Par ailleurs, en tant que représentant du Royaume-Uni, je ne puis m'empêcher d'être satisfait de la façon dont elle est rédigée. Nous y voyons que les habitants des Samoa occidentales prient instamment la Nouvelle-Zélande de consentir à agir en qualité de protecteur, comme le fait la Grande-Bretagne pour le Tonga. Ce territoire du Tonga est également très intéressant et je crois que les peuples du Tonga aussi bien que ceux des Samoa occidentales ont raison d'agir avec autant de sagesse. Les Samoans me paraissent très sages en présentant leur requête sous cette forme qui me donne de leurs capacités, une bien plus haute opinion que s'ils avaient présenté des demandes plus extravagantes. Nous sommes d'avis, également, que la pétition mérite d'être examinée par le Conseil de tutelle rapidement et d'une manière approfondie. Nous sommes entièrement d'accord avec le délégué de la Nouvelle-Zélande qu'une enquête doit être entreprise très vite. Nous devons

également féliciter la Nouvelle-Zélande de la rapidité et de l'autorité avec lesquelles elle a présenté la question devant le Conseil. La seule condition - si toutefois on peut appeler cela une condition - est que la Commission doit être composée d'experts. Sur ce point le délégué de la Nouvelle-Zélande a entièrement raison. Il y a des préjugés contre les experts au sein de ce Conseil, je les partage moi-même mais nous devons nous entendre. Il ne s'agit pas d'experts sur la canalisation ou sur toute autre question de ce genre, mais d'experts en matière politique. Il s'agit d'établir, pour nous, si les Samoa occidentales sont capables d'autonomie. La réponse à une telle question ne peut être donnée que par des personnalités compétentes dans l'administration d'un pays.

Cette visite sera-t-elle "spéciale" ou "périodique"? Je crois que c'est là, en vérité, une question purement académique. En effet, notre Règlement intérieur dispose que le Conseil de tutelle choisit les personnes qui feront partie des missions de visite, que celles-ci comprendront un ou plusieurs des membres du dit Conseil, lesquels pourront se faire assister d'experts et de fonctionnaires de l'administration locale. Cette règle est fort claire, me semble-t-il. Peu importe que cette mission s'appelle "périodique" ou "spéciale". Elle serait la première envoyée par ce Conseil.

Mais nous sommes entièrement d'accord avec le délégué de la Nouvelle-Zélande sur la composition à donner à la mission: elle ne doit comprendre que des personnes spécialement qualifiées.

La seule question qui se pose à ce sujet est de savoir combien de visites peuvent avoir lieu cette année-ci.

De toute façon, la question doit être résolue rapidement et sur place.

En conséquence, j'estime que nous devons accéder à la demande de la délégation néo-zélandaise.

M. MOREIRA (Mexique) (interprétation de l'espagnol): Je m'associe, au nom de la délégation mexicaine, aux félicitations qui viennent d'être adressées au représentant de la Nouvelle-Zélande pour l'attitude prise par son pays à l'égard de la pétition dont nous sommes saisis. J'y vois une preuve de plus de l'esprit libéral dont a toujours fait preuve la Nouvelle-Zélande. Outre l'intérêt qu'elle présente en elle-même, la pétition donne l'occasion au Conseil de tutelle d'envoyer sa première mission.

M. RICKMANS (Belgique): Si je ne m'associais, tout au moins en paroles, à ce qu'ont dit nos collègues, je serais le seul à ne pas l'avoir fait et je semblerais ^{comme} vouloir élever une protestation et insinuer que je suis l'unique membre du Conseil de tutelle qui ne soit pas d'accord avec notre collègue de Nouvelle-Zélande. Or, j'accepte entièrement la proposition qu'il a faite, estimant que l'examen de la question sur place est la

seule mesure que le Conseil puisse prendre en ce moment.

Quel que soit le désir de discrétion du délégué de la Nouvelle-Zélande, je ne m'en associe pas moins aux paroles prononcées par le représentant de la Chine lorsqu'il a dit que le Conseil de tutelle aimerait, dans la mesure du possible, connaître l'opinion du Gouvernement néo-zélandais sur le fond même de la question.

LE PRESIDENT (interprétation): A la lumière de la proposition qui vient d'être faite, Sir Carl Berendsen serait-il disposé à donner une réponse à cette question?

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation): Je saisis l'occasion qui m'est offerte d'exprimer à tous mes collègues mes remerciements les plus chaleureux pour leur attitude envers mon pays. J'ai été touché par l'unanimité de leurs sentiments à ce sujet.

D'autre part, je suis véritablement désolé de ne pouvoir répondre à la question qui m'a été posée par le délégué de la Chine et par celui de la Belgique. Il en est ainsi parce que je ne connais pas les vues de mon Gouvernement sur la question. Permettez-moi cependant de dire qu'il n'estimerait pas sage, d'exprimer dès maintenant, son point de vue; ainsi, l'enquête qui sera effectuée sur place pourra garder son caractère d'impartialité.

LE PRESIDENT (interprétation): Au nom du Conseil de tutelle tout entier, je tiens à exprimer de nouveau notre appréciation à Sir Carl BERENDSEN pour la façon dont il a présenté son exposé sur le cas des îles Samoa, et au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande pour sa largeur d'esprit, pour l'empressement avec lequel il a soumis le cas des îles Samoa à l'examen du Conseil de tutelle, et pour le désir de coopération qu'il a manifesté, désir qui a été rendu plus évident encore cet après-midi. J'espère que Sir Carl Berendsen voudra bien transmettre mes paroles à son Gouvernement.

Je crois pouvoir exprimer les vues de l'ensemble du Conseil de tutelle en disant que nous sommes tous animés du désir d'accepter l'invitation du

Gouvernement de la Nouvelle-Zélande: faire une visite aux îles Samoa, et cela aussitôt que possible. Nous envisageons la période qui, pour nous, constitue le printemps et l'été, c'est-à-dire les mois de juin, juillet et août - hiver de l'hémisphère sud.

Passons maintenant aux questions pratiques; il conviendrait, à cet égard, que nous procédions à un échange de vues plus prolongé. La première question qui se pose est celle de la nature de cette mission.

Nous avons sous les yeux l'article 96 de notre nouveau règlement prévoyant que le Conseil de tutelle désignera les membres de chaque mission de visites; ces membres seront de préférence un ou plusieurs représentants du Conseil de tutelle; chaque mission peut être assistée par des experts ou représentants de l'administration locale. Une mission et les membres individuels de cette mission seront, dans l'accomplissement de leur tâche, exclusivement responsables envers le Conseil de tutelle et n'agiront que sur la base des instructions qu'ils auront reçues de cet organisme.

Nous devons donc, dès maintenant, nous poser la question relative à la nature des missions de visites. Devons-nous envisager une mission composée de deux ou trois membres du Conseil de tutelle, assistés d'experts et de représentants de l'administration locale? Dans ce cas, il me semble que les experts dont Sir Carl Berendsen a parlé tout à l'heure peuvent constituer une partie importante de cette mission et y jouer un rôle réellement effectif. Toutefois, si nous nous conformons aux dispositions de l'article 96, il est évident que ces deux ou trois membres du Conseil de tutelle auront la responsabilité de la mission et c'est à eux qu'incombera le devoir de la diriger; les experts seront sous leur contrôle.

D'autre part, les membres du Conseil de tutelle seront évidemment assistés de fonctionnaires du Secrétariat.

La question des dépenses ne soulèvera pas de difficultés; en effet, l'article 65 de notre nouveau Règlement spécifie qu'aucune résolution concernant les dépenses portant sur les fonds des Nations Unies ne pourra être approuvée par le Conseil de tutelle, si celui-ci n'a pas sous les yeux

un rapport du Secrétaire général sur les conséquences financières. Les membres du Conseil pourraient autoriser leur Président et leur Vice-président à informer le Secrétaire générale du coût de la mission et à prendre ensuite les dispositions finales, à la lumière du rapport que le Secrétaire général leur soumettra, conformément aux termes de l'article 65.

Une autre question pratique est celle de savoir comment sera désignée cette mission. Si elle doit être composée de deux ou trois membres du Conseil de tutelle, il s'agirait d'abord de savoir quels sont, parmi nous, ceux qui seraient disposés à se rendre au Samoa occidental pendant deux ou trois mois.

Une possibilité pratique serait évidemment de demander aux membres du Conseil qui seraient disponibles et désireux de participer à une telle mission d'en informer le Président. D'autre part, les membres du Conseil qui seraient en mesure de le faire pourraient nous suggérer le nom d'un expert, si une telle mission doit être composée d'un ou de deux représentants du Conseil de tutelle.

D'une façon ou d'une autre, nous devons trouver parmi nous des gens susceptibles d'y participer. Nous pourrions tenir une réunion spéciale à ce sujet ou désigner un comité spécial chargé d'examiner le problème.

Enfin la question que nous devons envisager est celle des instructions dont les membres de la mission devront être nantis par le Conseil de tutelle, en vertu d'un mandat précis. Nous pourrions, à ce sujet, adopter une résolution spéciale à la fin de notre session actuelle.

Nous sommes donc en présence de deux questions pratiques, plus urgentes que les autres; la première est relative à la nature de la mission qui sera organisée et la deuxième est relative à la désignation des membres de cette mission.

M. GARREAU (France) : Le délégué de la Nouvelle-Zélande a exprimé le vœu que cette mission soit composée d'experts particulièrement qualifiés pour examiner le problème dont nous sommes saisis par le peuple samoan.

A mon avis, il y a, parmi nous précisément, des experts particulièrement qualifiés qui ont une très grande expérience de l'administration des pays sous tutelle. Par conséquent, je crois que cette mission pourrait répondre entièrement aux vœux formulés par le délégué de la Nouvelle-Zélande, si elle était composée, à la fois de deux ou trois membres de notre Conseil particulièrement qualifiés et des experts qui seraient choisis pour participer au travail et les aider dans leurs investigations.

M. GARREAU (France) : Je voudrais ajouter qu'il y a de remarquables experts dans le Secrétariat de la Section des territoires sous tutelles. Bien entendu, ils seront extrêmement utiles dans la composition de la mission.

M. THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation) : Je désire attirer votre attention sur deux faits. Il est un membre du Conseil - il y en a peut-être plusieurs - qui est certainement qualifié comme expert dans le sens que le délégué de la Nouvelle-Zélande attache à ce mot, et c'est vous-même, Monsieur le Président. En effet, vous avez administré un territoire du Pacifique qui, par la suite, est devenu indépendant. Il me semble que vous êtes absolument qualifié. J'espère simplement que vous aurez le temps et les possibilités nécessaires. En outre, il y a notre vice-Président qui est en même temps représentant d'une autorité chargée de l'administration. Mais vous savez qu'il est difficile d'arrêter en public la composition d'une mission; je crois donc que le mieux serait que le Président et le Vice-Président discutent entre eux et soumettent une liste au Conseil.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'ai tenté de rédiger un projet que le Conseil pourrait étudier. J'hésite à le lire car on pourrait croire que la résolution émane de moi. J'insiste sur ce point : il s'agit d'une simple suggestion que je propose comme base de discussion. Voici le texte du projet (interprétation de séance) :

Le Conseil décide de demander au Président et au vice-Président, assistés du Secrétariat, de prendre toutes dispositions en vue d'organiser, en été 1947, une visite au Samoa occidental, par une Commission représentant le Conseil de tutelle, si le principe de cette visite est accepté par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, autorité chargée de l'administration de ce territoire.

En ce qui concerne les frais, le Président et le vice-Président

sont avertisés à conférer avec le Secrétaire général, aux fins d'obtenir une évaluation du coût de cette visite. En outre, ils devront prendre toutes dispositions finales pour l'accomplissement de cette mission, à la lumière du rapport du Secrétaire général.

Enfin, le Président est averti, par l'intermédiaire du Secrétaire-général, à conférer avec le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en tant qu'autorité chargée de l'administration, afin de fixer une époque convenable et pour prendre avec le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande toutes dispositions de nature à satisfaire les parties intéressées.

Ce texte donne peu de précisions quant à la nature de la Commission, mais il implique qu'elle sera composée, si cela est possible, de représentants siégeant à ce Conseil.

Je répète qu'il s'agit là d'une simple suggestion sur laquelle j'ouvre la discussion.

Sir Carl BERENDSON (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : En premier lieu, Monsieur le Président, je me demande si je ne dois pas suivre votre exemple chevaleresque. En effet, la seule occasion où vous ayez réellement ennuyé les membres de ce Conseil fut celle où vous avez refusé de présider notre séance, en faisant preuve à la fois de l'esprit du gentleman américain et de l'esprit du gentilhomme espagnol bien connu. Je ne veux pas être moi-même un Don Quichotte et je suis prêt à participer à la discussion sur la composition de la Commission d'enquête. Je demande toutefois que l'on tienne compte des nécessités dont j'ai parlé tout à l'heure, celle notamment de la composition de la Commission par des experts en matières coloniales. Je crois également qu'il ne faut pas confondre une visite périodique, dont le domaine d'enquêtes est extrêmement large, avec une visite spéciale de la nature de celle que nous envisageons.

Il est possible que les représentants siégeant à ce Conseil soient en même temps des experts. Dans ce cas, les deux personnalités se confondent et cela est admirable.

Quant aux autres détails, ils nécessitent plus de réflexions.

Je suis prêt à accepter les fonctions qui me sont dévolues par le projet de résolution lu tout à l'heure par le Président. Mais, un examen plus approfondi par un sous-Comité me paraît préférable. En effet, des questions importantes sur lesquelles j'ai déjà attiré l'attention du Conseil, sont à considérer. Toutefois, si le Conseil de tutelle le désire, en ma double qualité de vice-Président et de représentant de la Puissance chargée d'administration, je suis prêt à conférer avec notre Président pour aboutir à un accord sur la composition de la mission et sur les autres problèmes qu'elle entraîne. Cependant, je ne voudrais pas dépasser les limites du bon goût.

LE PRESIDENT (interprétation): Je crois que l'opinion exprimée par le représentant du Royaume-Uni est bonne et que la question de savoir s'il s'agit d'une visite spéciale ou d'une visite périodique est, dans une large mesure, un point d'ordre académique.

Il semble aussi que la meilleure période pour la visite des territoires africains soit notre hiver de l'hémisphère boréal et, que d'autre part, pour les visites d'été telles que celles des Samoa et de la Nouvelle-Guinée, il conviendrait au contraire de choisir notre été, c'est-à-dire l'hiver de la Nouvelle-Zélande. Toutefois - et j'exprime ici mon point de vue personnel - si une visite doit être entreprise cet été aux Samoa, la question est de toute évidence si importante et couvre un domaine tellement vaste et tellement complexe, qu'il faudrait, me semble-t-il, y consacrer tout l'été et ne pas combiner cette visite des Samoa avec d'autres visites d'inspection. Il me semble donc, à cet égard, que la remarque du délégué du Royaume-Uni est parfaitement valable et que, quel que soit le terme que nous donnions à cette visite qui aurait lieu cet été, ce serait effectivement la première des visites entreprises sur l'initiative du Conseil de tutelle. Il me semble que cette visite devra comporter une étude très approfondie de la situation et si le Comité de visite est composé de représentants du Conseil de tutelle, ces derniers devraient être prêts à y consacrer tout l'été, - je veux dire tout notre été, c'est-à-dire l'hiver de la Nouvelle-Zélande.

Je voudrais formuler une autre observation. Sir Carl Berendsen a suggéré la création d'un sous-comité afin d'étudier la composition de la commission d'enquête. Je partage cet avis qui me paraît très sage. En effet, ce sous-comité nous donnerait la possibilité d'apporter une plus grande considération à un problème qui doit être envisagé sous tous ses aspects. Je suis donc d'accord avec Sir Carl Berendsen pour désigner un sous-comité chargé d'étudier la composition de notre commission d'enquête.

M. LIU CHIEH (Chine) (interprétation): Je tiens à appuyer la suggestion soumise par le représentant du Royaume-Uni et je me permets de penser

que le Président du Conseil de tutelle devrait assumer cette mission. Cette pétition, en effet, ne traite pas de questions relatives à un seul territoire sous tutelle, mais, en fait, à la vie et à l'avenir de tout un peuple, et, si nous ne voulons pas envoyer de mission spéciale, qu'au moins le Conseil soit représenté par une personnalité aussi connue et aussi expérimentée que le Président de ce Conseil.

M. Paul NORIEGA (Mexique) (deuxième interprétation de l'espagnol):

Je crois que la mission d'enquête doit refléter, dans sa désignation, la composition même du Conseil de tutelle.

En ce qui concerne les techniciens ou experts chargés d'accompagner cette mission, j'estime que leur nombre devrait être aussi réduit que possible et comprendre par exemple un sociologue, un expert en questions politiques et un économiste particulièrement familiarisé avec les économies de même type que celle du pays en question. En outre, trois personnes du Secrétariat pourraient être adjointes à la mission; ces secrétaires, en quelque sorte, pourraient avantageusement être fournis par le Secrétariat des Nations Unies.

Quant à la question du choix des experts proprement dits, peut-être pourrait-il être effectué par le comité désigné à cet effet ou pourrait-on charger les représentants du Conseil eux-mêmes envoyés en mission de choisir les personnes qui, à leur sens, seraient plus spécialement qualifiées pour faire partie de la mission en qualité d'experts.

LE PRESIDENT (interprétation) : L'heure est venue de suspendre cette séance. Lorsque nous la reprendrons nous aurons à adopter une résolution sur la question que nous venons de débattre. Ensuite, nous aborderons les points 10 et 11 de notre ordre du jour.

(La séance suspendue à 16 h. 20 est reprise à 17 heures).

LE PRESIDENT (interprétation) : Pendant la suspension de séance, quelques-uns de nos collègues ont conféré en vue de formuler une résolution concernant la visite à effectuer par la Commission aux Samoa occidentales.

M. Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Tous les membres du Conseil ont devant eux un exemplaire du projet de résolution. Je ne propose donc pas de lire celui-ci. Je me contenterai de lire le premier paragraphe sur lequel je propose quelques modifications :

"A décidé qu'un comité composé de représentants de la France, du Mexique, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, soit autorisé à formuler des recommandations pour l'examen du Conseil de tutelle à l'égard d'une visite aux Samoa occidentales, qui sera faite (ces mots sont ajoutés) avec l'accord du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, autorité chargée de l'administration pendant la période de juin à août 1947". Ceci en remplacement de mots "été de 1947", le reste étant inchangé.

Je précise que le remplacement du mot "été" par les mots "juin, août" est dû au fait des conditions de climat extrêmement mauvaises et au fait que, dans notre pays, les mois de juin et d'août ne sont pas des mois d'hiver.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je propose une autre modification de rédaction. C'est à la troisième ligne avant la fin, dans le texte anglais : "De désigner une période qui convienne et de prendre telles autres dispositions".

M. RYCKMANS (Belgique) : Bien qu'il ne soit pas nécessaire qu'une motion soit appuyée afin de pouvoir être mise aux voix, j'appuie la proposition du délégué de la Nouvelle-Zélande.

LE PRESIDENT (interprétation) : Personne ne demandant plus la parole, je mets aux voix le projet de résolution.

(Le projet de résolution est adopté à l'unanimité).

Examen du point 10 de l'ordre du jour :

Rapports sur la territoire sous mandat des Samoa occidentales (de l'année 1941 à l'année 1945).

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous abordons le point 10 de l'ordre du jour. Il est prévu que le Conseil doit examiner les rapports. Il s'agit ici des rapports sur le territoire sous mandat des Samoa occidentales, des années 1941 à 1945, documents présentés par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en date du 9 janvier 1947.

S'il n'y a pas d'objection à une légère modification dans la poursuite de notre ordre du jour, je rappelle que nous n'avons pas encore étudié le point suivant qui porte sur les questionnaires. Notre sous-comité est au travail. Il n'a pas tout à fait terminé sa tâche. Je propose d'examiner cette question demain après-midi.

L'examen du point 10 de l'ordre du jour peut être fait assez rapidement. Le Conseil, en effet, n'a pas reçu de rapports des autorités chargées de l'administration, en vertu des articles 87 et 88 de

la Charte, c'est-à-dire des rapports portant sur les questionnaires devant être formulés par le Conseil de tutelle. De tels rapports ne doivent pas encore nous parvenir, puisque le questionnaire requis est encore en voie d'élaboration.

Toutefois, j'attire votre attention sur le document T/3 concernant la communication en date du 9 janvier, émanant du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande et par laquelle ont été transmis au Conseil de tutelle les exemplaires de deux rapports sur les territoires sous tutelle des Samoa occidentales pour les années se terminant le 31 mars 1945 et le 31 mars 1946.

On remarquera que la communication émanant du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande reconnaît que ces rapports peuvent ne pas contenir exactement les renseignements que le Conseil pourrait désirer, une fois que sera formulé le questionnaire nécessaire. Mais on fait remarquer que les rapports fournissent au moins les données disponibles les plus récentes en ce qui concerne ces territoires.

Je suis persuadé que le Conseil de tutelle se joindra à moi pour faire part au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande de sa chaleureuse appréciation quant à l'action volontaire que celui-ci a entreprise en mettant ces rapports à sa disposition. C'est une expression admirable de l'esprit de tutelle et de la reconnaissance, par la Nouvelle-Zélande, de la nécessité de rendre des comptes à l'Organisation internationale au sujet des Samoa occidentales, même pour les années de guerre, alors que la Commission des mandats ne fonctionnait pas.

Il ne me semble toutefois pas nécessaire de prendre des mesures en ce qui concerne ces rapports, puisqu'ils couvrent une période antérieure à celle du statut des Samoa occidentales, en tant que territoires sous tutelle, et puisqu'il n'est pas nécessaire d'envisager ces

rapports en vertu de l'article 87 de la Charte.

Je suis persuadé que le représentant de la Nouvelle-Zélande transmettra à son Gouvernement les sentiments cordiaux du Conseil de tutelle pour l'action que celui-ci a entreprise.

LE PRESIDENT (interprétation) : Aucune observation n'étant présentée, nous abordons le point suivant de notre ordre du jour.

Rapports avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je désire attirer l'attention des membres du Conseil sur l'article 91 de la Charte. Celui-ci prévoit que le Conseil de tutelle "devra avoir recours, quand il y a lieu, à l'assistance du Conseil économique et social et des institutions spécialisées, pour les questions qui relèvent de leurs compétences respectives".

Abordons l'examen des relations prévues à l'article 91, entre, d'une part le Conseil de tutelle et, d'autre part, le Conseil économique et social et les institutions spécialisées. Le Conseil de tutelle désirera, naturellement, utiliser au maximum l'aide extrêmement précieuse, pour certains aspects de son travail, qui pourra lui être fournie par l'organisation-soeur, le Conseil économique et social, et par les institutions spécialisées. Il en a tenu compte lorsqu'il a rédigé son Règlement intérieur. A cet égard, les articles 4, 8, 9, 13, 16, 70 et 105 sont particulièrement importants.

D'autre part, j'ai l'honneur d'informer les membres du Conseil que j'ai reçu aujourd'hui une communication du Secrétaire général relative aux mesures prises par le Conseil économique et social, à sa quatrième session, au sujet des consultations avec le Conseil de tutelle, en vue de la mise en vigueur de l'article 91 de la Charte.

Les remarques que je viens de faire sont contenues dans le document T/P.V. 6, page 3, en date du 1er avril 1947. J'y ai rapporté ma conversation avec Sir Ramaswami Mudaliar, Président du Conseil économique et social. Je vais demander à notre secrétaire de

lire la lettre qui m'a été adressée par le Secrétaire général.

LE SECRETAIRE (interprétation) : Voici le texte de la lettre adressée par le Secrétaire général au Président du Conseil de tutelle :

"J'ai l'honneur de vous rappeler les discussions du Conseil économique et social à sa quatrième session. Au cours de cette session il a nommé un Comité composé du Président et de deux de ses membres, afin de consulter les représentants du Conseil de tutelle sur les dispositions à prendre en vue d'une coopération pour des questions d'intérêt commun. Je vous rappelle également votre déclaration au Conseil de tutelle à ce sujet le 1er avril 1947, au cours de sa sixième réunion.

Le Conseil de tutelle désirera sans doute soumettre cette question à un examen préliminaire, au cours de sa session actuelle, en rapport avec le point 11 de son ordre du jour, afin de nommer les représentants devant conférer en son nom avec les représentants du Conseil économique et social.

La date de la prochaine session du Conseil économique et social est fixée au 19 juillet et la session durera probablement quatre semaines. Le Conseil de tutelle envisagera sans doute l'opportunité de consultations entre les représentants des deux Conseils, vers cette date."

LE PRESIDENT (interprétation) : Le 1er avril, lorsque je vous ai parlé de mes conversations avec le Président du Conseil économique et social, il a été entendu que les deux Conseils envisageraient de constituer un Comité mixte, composé de trois représentants de chacun d'eux, afin d'établir une première base de coopération, d'éviter les chevauchements dans les efforts entrepris et de

coordonner d'une façon générale les tâches des deux organismes.

Les consultations proposées par le Conseil économique et social me semblent pouvoir constituer une base de départ en vue de réaliser une union plus étroite. Un petit comité du Conseil de tutelle pourrait être constitué également. Il entrerait en consultation avec le Comité du Conseil économique et social. Nous pourrions réserver un point de l'ordre du jour de notre session de novembre pour envisager la question des relations avec le Conseil économique et social.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Depuis que le sujet a été traité ici pour la première fois, nous avons tous eu, me semble-t-il, l'occasion de réfléchir amplement à la question dont il s'agit.

Quelle que soit l'ampleur des discussions qui pourront s'instituer ici, celles-ci ne nous feront jamais entendre qu'un seul son de cloche. Par conséquent, il nous faut, de toute évidence, chercher à connaître avec certitude le point de vue du Conseil économique et social. A cet égard et tant pour aller au-devant de lui que pour parvenir à la détermination en commun des procédures de coopération les plus appropriées, la proposition qui vient d'être faite est excellente. Afin de donner à celle-ci un caractère un peu plus formel, je sou mets au Conseil une motion tendant à ce que le Président soit autorisé par le Conseil de tutelle à nommer un comité de trois membres choisis parmi ceux qui composent ce Conseil, lesquels auraient pour tâche de conférer avec un comité similaire nommé par le Conseil économique et social, en vue de déterminer les méthodes de consultation les plus adéquates pour permettre aux deux organismes de résoudre les problèmes qui présentent pour eux un intérêt commun; il serait entendu que le comité ainsi désigné agirait en conformité avec les dispositions du Règlement intérieur, etc.. et avec telles instructions que le Conseil voudrait bien lui fournir.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'ai des doutes quant à l'utilité de la constitution d'un tel comité à l'heure actuelle. En ce qui me concerne, je préférerais attendre, pour entamer des négociations ou pour établir, avec le Conseil économique et social, les contacts dont il s'agit, que celui-ci ait déterminé de façon plus précise les relations qu'il envisage avec le Conseil de tutelle, d'une part, et, d'autre part, les Puissances chargées de l'administration des territoires sous tutelle.

En effet, si je ne me trompe, le Conseil de tutelle s'occupe de questions qui présentent un intérêt universel et concernent à la fois les Etats souverains, les puissances coloniales (pour leurs territoires d'outre-mer) et les Etats chargés de l'administration des territoires sous tutelle. Il faudrait éviter que, par des relations intempestives, le Conseil économique et social ne crût devoir s'adresser au Conseil de tutelle pour tous ses rapports avec des territoires sous tutelle, alors que l'organisme auquel il doit s'adresser est autre que la puissance chargée de l'administration. Une précision s'impose à ce sujet afin que soient évités des conflits qui ne sauraient être que pénibles entre le Conseil économique et social et les puissances chargées de l'administration et, éventuellement, entre le Conseil de tutelle lui-même et les puissances chargées de l'administration. Le Conseil de tutelle est chargé de surveiller l'administration des territoires, mais non pas d'assurer celle-ci.

M. NORIEGA (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : L'objection que vient de soulever le représentant de la Belgique serait sans objet s'il était bien entendu que le Comité dont nous envisageons la création dût avoir pour tâche de traiter non pas de problèmes spéciaux relatifs à tel ou tel territoire déterminé, mais bien de questions d'ordre général nécessitant la coopération des deux Conseils.

M. THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation) : Jè ne suis pas encore en mesure de faire connaître mon opinion sur la question dont nous discutons. Toutefois, j'estime que le sujet qui figure à notre ordre du jour a une portée plus vaste que celle qui relève spécialement du Conseil économique et social. En effet, elle concerne également

1. The first part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States. It is argued that a knowledge of the past is essential for a full understanding of the present and for the development of a sound policy for the future. The author points out that the study of history is not only a means of satisfying our curiosity about the past, but also a way of learning from the mistakes of our ancestors and of avoiding them in the future.

2. The second part of the paper deals with the question of the role of the individual in the history of the United States. It is argued that the actions of individuals, particularly those of the great men of the nation, have played a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions have influenced the development of the United States.

3. The third part of the paper discusses the question of the role of the government in the history of the United States. It is argued that the government has played a significant role in shaping the course of our history, and that its actions have been influenced by the actions of individuals. The author discusses the policies of such presidents as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how these policies have influenced the development of the United States.

4. The fourth part of the paper discusses the question of the role of the people in the history of the United States. It is argued that the actions of the people, particularly those of the great men of the nation, have played a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions have influenced the development of the United States.

5. The fifth part of the paper discusses the question of the role of the future in the history of the United States. It is argued that the actions of the future, particularly those of the great men of the nation, will play a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions will influence the development of the United States.

6. The sixth part of the paper discusses the question of the role of the past in the history of the United States. It is argued that the actions of the past, particularly those of the great men of the nation, have played a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions have influenced the development of the United States.

7. The seventh part of the paper discusses the question of the role of the present in the history of the United States. It is argued that the actions of the present, particularly those of the great men of the nation, will play a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions will influence the development of the United States.

8. The eighth part of the paper discusses the question of the role of the future in the history of the United States. It is argued that the actions of the future, particularly those of the great men of the nation, will play a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions will influence the development of the United States.

9. The ninth part of the paper discusses the question of the role of the past in the history of the United States. It is argued that the actions of the past, particularly those of the great men of the nation, have played a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions have influenced the development of the United States.

10. The tenth part of the paper discusses the question of the role of the present in the history of the United States. It is argued that the actions of the present, particularly those of the great men of the nation, will play a significant role in shaping the course of our history. The author discusses the lives and achievements of such men as George Washington, Abraham Lincoln, and Franklin D. Roosevelt, and shows how their actions will influence the development of the United States.

Je désire ajouter un mot sur une question qui me paraît importante. A mon avis, il est normal et satisfaisant que tous les organes devant communiquer les uns avec les autres puissent le faire par l'intermédiaire du Secrétariat. Une telle procédure est du reste pratiquée par toutes les administrations et par les départements gouvernementaux. Ainsi, par exemple, les deux Conseils ne sont pas toujours en session et il est fort possible qu'à la date suggérée par le Président du Conseil économique et social, un certain nombre des membres de notre Conseil soient à Samoa.

Je le répète, la procédure la plus satisfaisante serait de pouvoir communiquer par l'intermédiaire du Secrétariat; il serait sage de garder en vue cette possibilité.

LE PRESIDENT (interprétation) : Ce que vient de dire le représentant du Royaume-Uni a, en effet, une grande importance; nous avons consciencieusement étudié les termes de l'article 91 de la Charte et nous en avons tenu compte dans la rédaction de notre Règlement intérieur.

La question importante est celle de l'invitation que nous a faite le Président du Conseil économique et social; cet organisme / ^{ayant} désigné son Comité de trois membres et son Président avant de quitter New-York m'a demandé si le Conseil de tutelle n'envisageait pas la constitution d'un Comité analogue, en vue de coopérer avec celui du Comité économique et social.

Comme je vous l'ai dit le 1er avril, je n'ai pu que lui exprimer mon appréciation de son initiative et je l'ai assuré que le Conseil de tutelle serait heureux de coopérer dans toute la mesure du possible. J'ai expliqué à Sir Ramaswami Mudaliar que nous n'avions pas encore examiné la question des relations avec le Conseil économique et social.

Notre Règlement intérieur prévoit une large mesure de coopération; il est donc essentiel de tenir compte de l'invitation présentée par le Président du Conseil économique et social et de lui donner une réponse.

Je pense d'ailleurs que c'est sous la forme d'une réponse à cette invitation que le représentant de l'Irak a présenté son projet, visant à ne pas prendre d'engagement formel, mais simplement à coopérer avec les représentants du Conseil économique et social et à placer cette question à l'ordre du jour de notre session de novembre.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : La proposition faite tout à l'heure par le délégué de l'Irak a-t-elle été distribuée ?

LE PRESIDENT (interprétation) : Cette proposition n'a pas été distribuée.

Je suggérerai au représentant de l'Irak de changer dans la rédaction de son texte les mots "prendre les dispositions en vue des méthodes" par les mots "discuter les méthodes".

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Monsieur le Président, je désire apporter une explication complémentaire qui n'est peut-être pas une réponse aux observations du représentant du Royaume-Uni mais plutôt un simple commentaire.

Il est bien entendu que le contrôle et la décision finale en la matière ne seront pas confiés au Comité en question. Au contraire, le Conseil de tutelle devra toujours prendre la décision finale. Un tel Comité aura pour mission de se réunir et de coopérer avec le Comité correspondant du Conseil économique et social; il explorera, en quelque sorte, le terrain de la collaboration pour y trouver un chemin praticable et soumettra son rapport au Conseil de tutelle, qui en tirera le profit qu'il jugera bon.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je propose d'aborder l'examen des modifications qui figurent à l'exemplaire qui vient d'être distribué.

Je rappellerai que les mots "y compris le Président", à la troisième ligne, ne figuraient pas à l'origine. Peut-être y aurait-il lieu de les supprimer. D'autre part, vous trouverez les modifications suggérées tout à l'heure, à savoir : remplacer, à l'avant dernière ligne les mots "prendre des dispositions en vue d'établir des méthodes de coopération" par "discuter en vue des méthodes de coopération".

M. GARREAU (France) : Je voudrais poser quelques questions d'ordre pratique pour l'application éventuelle de la proposition formulée par le délégué de l'Irak.

Comme l'a déjà indiqué le délégué du Royaume-Uni, nos sessions ne correspondent pas à celles du Conseil économique et social. Si vous répondez affirmativement à la proposition du Président du Conseil économique et social, nous aurons à nommer une Commission de trois membres qui conférera avec les représentants de ce Conseil. Trois délégués de notre Conseil de tutelle devront donc être présents à la fin du mois de juillet, ce qui ne sera pas facile.

Ne pourriez-vous pas répondre affirmativement au Président du Conseil économique et social, en lui indiquant les difficultés pratiques découlant du fait que nous ne siégeons pas à la même époque, et celle notamment de désigner trois membres qui devraient venir spécialement pour conférer avec les représentants du Conseil économique et social pendant une session de ce Conseil.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'ai été très attentif à la réponse donnée par le représentant du Mexique à mon objection.

Il n'est pas question, a-t-il indiqué, pour le Conseil économique et social de s'associer au Conseil de tutelle lorsqu'il s'agit d'affaires concernant un territoire particulier, mais simplement lorsqu'il est question de problèmes d'intérêt général.

J'ai essayé de m'imaginer dans quelles circonstances les rapports entre le Conseil économique et social et le Conseil de tutelle se justifieraient. Je ne parviens pas à en trouver.

J' imagine, par exemple, un problème, soit d'intérêt général, soit d'intérêt local, concernant le Ruanda-Urundi. Ce pays n'est pas le seul intéressé, puisque le représentant du Mexique est d'accord sur le fait que ce n'est pas avec le Conseil de tutelle que le Conseil économique et social doit se mettre d'accord, mais avec la puissance administrante.

Donc, dans le cas de problèmes intéressant le Tanganyika, le Ruanda-Urundi, le Congo belge ou l'Ouganda, le Conseil économique et social pourrait être tenté de s'adresser au Congo belge, au Royaume-Uni et au Conseil de tutelle. Cela ne serait pas correct. Le Conseil de tutelle devrait s'adresser à la Belgique pour le Congo belge et pour le Ruanda-Urundi et au Royaume-Uni pour l'Ouganda et pour le territoire sous tutelle du Tanganyika.

Je crains que la création de cette commission n'oriente le Conseil économique et social vers une voie pouvant préparer des conflits désagréables entre le Conseil économique et social et les puissances administrantes et, éventuellement, entre les puissances chargées de l'administration et le Conseil de tutelle qui serait tenu pour responsable des maladroites du Conseil économique et social. Il serait préférable que ce dernier s'adresse d'abord aux puissances chargées de l'administration. Si des relations normales avec les puissances chargées de l'administration ne suffisent pas, il fera un rapport sur les cir-

constances et des relations pourront être alors établies entre la Puissance chargée de l'administration et le Conseil de tutelle qui est un organisme de contrôle.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je voudrais soulever une autre question à cet égard et vous lire une deuxième lettre qui m'a été adressée par le Secrétaire général traitant d'une question connexe, afin que nous puissions avoir sous les yeux l'ensemble de la question. Cette lettre est datée du 22 avril 1947.

LE SECRETAIRE DU CONSEIL (Interprétation) : Voici le texte de cette lettre :

"J'ai l'honneur de référer au fait qu'à sa première session, le Conseil économique et social a désigné des représentants pour entreprendre des négociations avec les organisations intergouvernementales qui doivent être mises en rapport avec les Nations Unies, conformément aux devoirs imposés au Conseil en vertu des Articles 57 et 63 de la Charte des Nations Unies.

"Le Président du Conseil économique et social m'a autorisé à inviter le Conseil de tutelle à désigner trois représentants pour se joindre aux représentants du Conseil économique et social dans des négociations de cette nature qui seront entreprises dorénavant en ce qui concerne les clauses intéressant le Conseil de tutelle.

"Je vous serais reconnaissant de porter cette lettre à la connaissance du Conseil en ce qui concerne l'étude du point 11 de l'ordre du jour".

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (Interprétation) : Je désire répondre à quelques questions qui ont été posées ici et qui se rapportent en particulier à l'utilité qu'offrirait la coopération du Conseil économique et social et du Conseil de tutelle ou à l'intérêt qu'il y aurait à ce que les représentants de ces deux Conseils se rencontrent.

Le représentant de la Belgique a demandé s'il y avait des cas

concrets dans lesquels la coopération ou la coordination entre les deux organismes était utile ou même nécessaire. Je désire, à ce sujet, attirer l'attention du Conseil sur les résolutions adoptées le 29 mars 1947 par le Conseil économique et social; la première de ces résolutions traite de la population dans les territoires sous tutelle :

"Le Conseil économique et social offre son aide au Conseil de tutelle conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, Chapitre XII, Article 75, Chapitre XIII, Articles 88 et 91, en ce qui concerne les renseignements touchant à la population et les problèmes de population dans les territoires sous tutelle,

"Propose au Conseil de tutelle le rassemblement de renseignements grâce au questionnaire, conformément au Chapitre XIII, Article 88, qui rendront possible une étude démographique pour chacun des territoires sous tutelle couvrant les sujets suivants (suit la liste de cinq chapitres).

"Le Conseil économique et social demande au Secrétaire général :

1°- jusqu'à l'obtention des renseignements ci-dessus mentionnés, de procéder à des études concernant la population du territoire sous tutelle dans le cadre des renseignements existant déjà et couvrant tous les sujets sus mentionnés;

"De les étudier et de les analyser en tenant compte de la division par sexe, par groupes d'âge, et des séparations entre les groupes ethniques et raciaux composant la population de chacun des territoires.

2°- de rédiger, en partant de ces études, une série de rapports concernant les caractéristiques démographiques des populations de chacun des territoires sous tutelle;

3°- de préparer, afin d'être soumis à la Commission de la population au cours de sa prochaine session un rapport sur les résultats concrets qui ont été atteints dans l'accomplissement de cette tâche."

M. LIU CHIEH (Chine) (Interprétation) : Je désire appuyer la proposition qui a été faite de constituer un comité de trois personnes, ainsi qu'il est dit dans la première résolution que nous avons sous les yeux. Nous avons tous ici à coeur d'assurer le progrès social et le bien-être des populations des territoires sous tutelle. Pour ce faire, nous devons faire appel à tous les renseignements que peut nous fournir le Conseil économique et social.

Je partage pleinement l'avis du Président de ce Conseil quand il dit qu'il y a bien des problèmes pour lesquels il est nécessaire que des contacts soient établis entre le Conseil économique et social et le Conseil de tutelle. Je pense qu'une coordination dans les travaux des différents organismes membres aiderait beaucoup les Nations Unies.

Plusieurs objections ont été formulées contre la création d'un tel comité. Je pense qu'elles ne sont pas insurmontables. En effet, nous n'engageons nullement le Conseil de tutelle dans une voie stricte et d'une manière indéfinie, et le Conseil crée un comité qui n'a pour tâche que d'explorer, de faire en quelque sorte une enquête et d'adresser ensuite un rapport au Conseil de tutelle. Donc, cette objection ne tient pas.

Pour revenir à la résolution, je suggère de supprimer les mots "dans la considération de".

M. Paul NORIEGA (Mexique) (deuxième interprétation de l'espagnol) : Je comprends fort bien les scrupules dont a fait part le délégué de la Belgique, quant à la possibilité de conflits pouvant résulter de la création d'une Commission telle que celle qui est envisagée. Personnellement, j'estime qu'il est dangereux, d'une façon générale, de créer trop de comités divers, car les responsabilités finissent par se perdre.

N'oublions pas, d'autre part, qu'aux termes de l'article 55 de la Charte, le Conseil économique et social possède une compétence universelle pour les questions énumérées à l'article 76, concernant les fonctions du Conseil de tutelle.

En somme, la compétence sur les matières dont je viens de parler, nous l'avons uniquement lorsqu'il s'agit des territoires sous tutelle, alors que le Conseil économique et social a, lui, une compétence mondiale. Nous sommes donc obligés, non seulement en vertu de la Charte, mais aussi pour des raisons de sens pratique, de coopérer avec le Conseil économique et social. Dans ces conditions, la création d'une Commission de ce genre me paraît extrêmement utile et même nécessaire.

D'autre part, là où le représentant de la Belgique voit un danger, je vois au contraire une institution salubre, une garantie qu'il n'y aura pas de conflit ni de double emploi dans les efforts du Conseil économique et social et ceux du Conseil de tutelle, dans les domaines où l'un et l'autre ont à intervenir.

M. RYCKMANS (Belgique) : L'exemple donné par le Secrétaire général adjoint est un exemple extrêmement catégorique d'une intervention intempestive du Conseil économique et social.

C'est précisément en vue du danger d'une pareille intervention que je demande au Conseil de tutelle de ne pas s'engager dans des négociations dangereuses.

Le Conseil économique et social, en vertu de l'article 55 de la Charte, doit s'occuper de solutions internationales dans le domaine économique et social, dans le domaine de la santé, etc... Je suppose que si le Conseil économique et social s'intéresse à des questions de population dans les territoires arriérés, il le fait d'une façon internationale ; il s'occupe de la population au Congo belge, dans l'Ouganda, comme au Tanganyika territory et au Ruanda Urundi. Si le Conseil économique et social a une assistance à offrir à quelqu'un dans le domaine des études de la population, ce n'est pas au Conseil de tutelle qu'il doit confier cette assistance ; c'est à l'administration du Congo belge, à celle de l'Ouganda, à celle du Tanganyika territory, à celle du Ruanda Urundi.

A cet égard, je corrigerai une erreur très grave dans laquelle tombent même certains d'entre nous. Le représentant du Mexique a dit que le Conseil économique et social est chargé, en vertu de l'article 55, de réaliser de façon internationale ce que le Conseil de tutelle est chargé de réaliser, dans certains territoires, en vertu de l'article 76.

Mais l'article 76 ne s'applique pas au Conseil de tutelle ; il s'applique au régime de la tutelle, et ce régime a deux organes essentiels, des organes d'exécution qui sont les Puissances chargées de l'administration et un organe de contrôle qui est le Conseil de tutelle.

En conséquence, je maintiens entièrement ce que j'ai dit et je demande au Conseil de tutelle de considérer, dans l'amendement que nous a donné le Secrétaire général adjoint, un argument de plus en faveur de ma thèse.

LE PRESIDENT (interprétation) : Il est presque 18 h.30 et le problème ne peut être réglé ce soir. Nous pourrions interrompre le débat j'ai deux orateurs inscrits, les représentants du Royaume-Uni et de la France, et je leur donnerai la priorité demain lorsque nous reprendrons la discussion.

Le Comité du questionnaire se réunira ce soir, à 18 h.30, à la salle 13.

Le Comité ad hoc se réunira demain matin à 10 h. à l'Empire State Building, Bureau 4510 pour étudier la pétition relative au Tanganyika. Le Bureau 4510 est celui de la délégation australienne.

Le Comité de rédaction a achevé son travail sur le règlement et ne se réunira pas demain.

M. IVOR THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation): Les deux lettres du Secrétaire général qui ont été lues tout à l'heure peuvent-elles nous être distribuées?

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous achèverons demain l'étude du point 11 de notre ordre du jour. Ensuite, nous prendrons une décision finale sur notre règlement intérieur, puisque le Comité de rédaction a achevé sa tâche. Il nous restera à examiner une ou deux questions secondaires. Nous y consacrerons le temps que nous aurons à notre disposition. Nous avons reçu d'autres pétitions; l'une émane du Togo, l'autre est une demande adressée par certaines femmes sur des points du questionnaire. Le Comité du questionnaire a terminé son travail et nous pourrions entamer la discussion sur ce point.

Les Membres de la Commission pourraient se réunir demain après-midi pendant la suspension de la séance, pour étudier la question samoane.

Les membres du Comité pour les questions samoanes peuvent-ils être ici demain matin ? Ils pourraient se réunir maintenant pour convenir d'une heure.

La séance est levée à 18 h.30.